

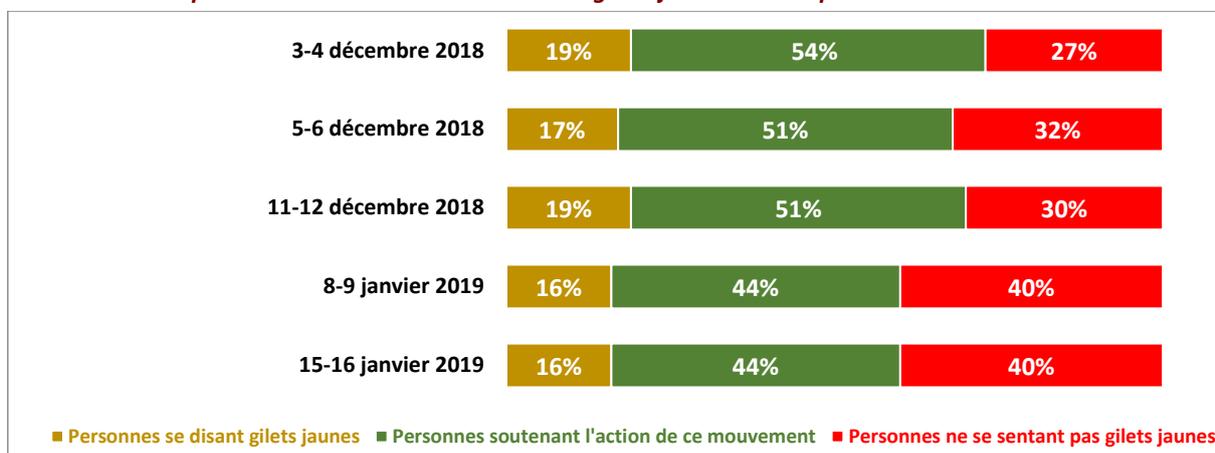


## « Gilets jaunes » - Note n°2 : Les « gilets jaunes » : Sociologie d'un mouvement hors norme

À l'heure où nous écrivons ces lignes, les « gilets jaunes » ont défilé pour leur quatorzième samedi consécutif dans de nombreuses villes de France. À partir du moment où ce mouvement est parvenu à s'inscrire dans la durée en dépit des annonces présidentielles du 10 décembre et du lancement du grand débat et qu'il a acquis une certaine consistance, il convient de l'appréhender non plus seulement comme le réceptacle des mécontentements diffus et hétéroclites à l'encontre d'Emmanuel Macron et de sa politique mais comme un phénomène social autonome. Pour tenter d'approcher la réalité de ce mouvement hors norme, l'Ifop a opté pour la Fondation Jean-Jaurès pour une formulation de question permettant de quantifier ce que représente l'assise sociologique des « gilets jaunes ». En janvier 2019, deux mois après le début du mouvement, 16% des Français se définissent comme « gilets jaunes » quand 44% affichent de la sympathie sans pour autant s'identifier à ce mouvement, 40% ne se sentant ni proches ni en soutien.

L'intérêt de ce type de questionnement permet d'aller plus loin dans la mesure et la compréhension du phénomène et de ne pas s'arrêter aux seuls « soutien » et « sympathie » à cette mobilisation.

La proximité avec le mouvement des « gilets jaunes » : une polarisation croissante



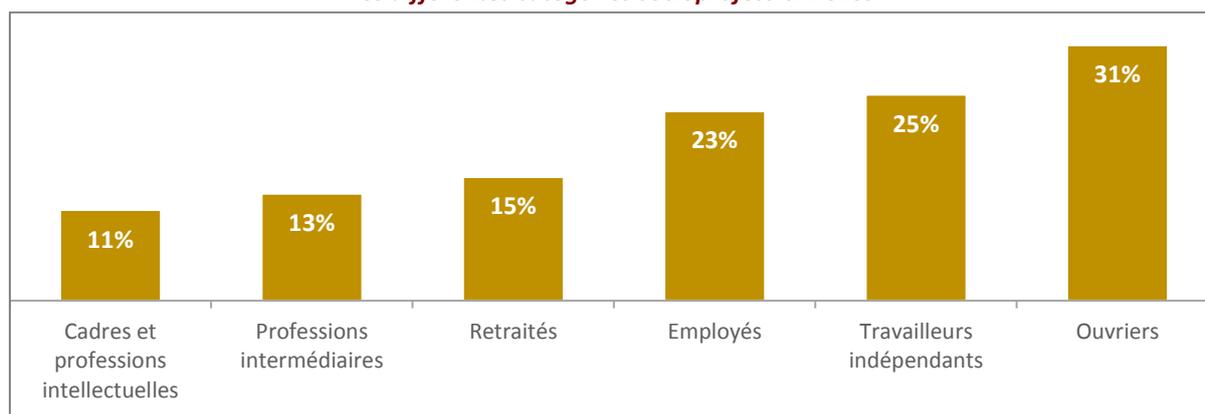
Même si la mobilisation sur le terrain a nettement décliné, le fait que près de un Français sur sept se considère comme faisant partie de ce groupe, qui n’existait pas quelques semaines auparavant, illustre l’ampleur et la profondeur du phénomène.

Comme cela a été dit, ce mouvement est certes hétérogène mais les données de sondages dont nous disposons permettent néanmoins de mettre en évidence certaines lignes de forces sociologiques de ce groupe.

## 1. Les « gilets jaunes » se recrutent d’abord dans les milieux populaires

Seuls 11% des cadres supérieurs et des professions intellectuelles se sentent « gilets jaunes ». Cette identification est également inférieure à la moyenne parmi les professions intermédiaires (13%). Ce cœur de la classe moyenne se situe donc comme les cadres à bonne distance du mouvement qui résonne en revanche bien davantage parmi les catégories populaires. 26% des ouvriers et des employés mais également la même proportion d’indépendants (commerçants, artisans, petits chefs d’entreprise et agriculteurs) se sentent en effet « gilets jaunes ».

**La proportion de personnes se définissant comme « gilets jaunes » dans les différentes catégories socioprofessionnelles**



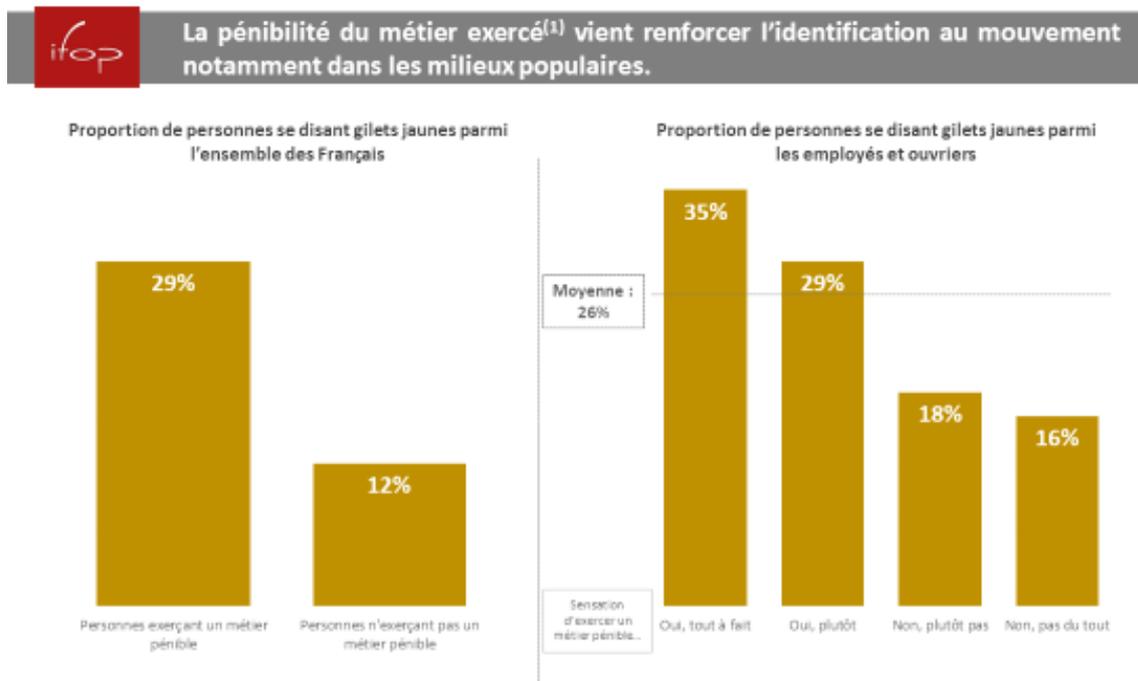
Alors que traditionnellement, la différence de statut entre indépendants et salariés clivait fortement ces populations, elles font cette fois front commun, ce qui est assez inédit. Si le mouvement des « gilets jaunes » présente ainsi par exemple certaines ressemblances avec le mouvement Pujade, la base de celui-ci était sociologiquement nettement plus étroite. D’après les données de l’Ifop<sup>1</sup>, si les manifestations pujadistes suscitaient la sympathie de 71% des commerçants et de 65% des artisans, seuls 33% des ouvriers, 29% des employés et 28% de ceux que l’on appelait à l’époque les « cultivateurs » éprouvaient un tel sentiment vis-à-vis du mouvement qui mobilisa d’abord le monde de la boutique et de l’atelier. Un tel enclavement socioprofessionnel n’affecte pas aujourd’hui le mouvement des « gilets jaunes » qui fédère aussi bien les indépendants<sup>2</sup> que les ouvriers, les employés et les agriculteurs<sup>3</sup>.

<sup>1</sup> Cf. « Mars 1955 : le Mouvement Pujade », *Ifop Collector n°9*, octobre 2012.

<sup>2</sup> Avec des différences notables entre les agriculteurs (33 % se sentent « gilets jaunes ») et les artisans (26 %) d’une part *versus* les commerçants (18 %) d’autre part, dont certains ont vu leur chiffre d’affaires significativement affecté par le mouvement.

<sup>3</sup> Le fait que de nombreux agriculteurs se sentent proches ou s’identifient au mouvement des « gilets jaunes » n’a pas échappé à la direction de la puissante FNSEA. Pour éviter que sa base ne rejoigne trop ostensiblement les ronds-points et que les messages de son organisation ne soient brouillés à quelques semaines des élections aux chambres d’agricultures, Christiane Lambert, dirigeante de la FNSEA, appela le 5 décembre ses troupes à se mobiliser mais sous leur propre drapeau et en choisissant des dates d’action en semaine pour ne pas opérer des jonctions avec les « gilets jaunes » se mobilisant les samedis.

Ce front commun entre des groupes professionnels habituellement assez opposés nous met sur la piste de la forte polarisation socioculturelle qu'a générée ce mouvement. Comme nous le verrons un peu plus loin, l'attitude à l'égard du mouvement des « gilets jaunes » a été, en effet, très clairement structurée selon le niveau de diplôme des individus. Les plus diplômés se sont montrés particulièrement réfractaires, voire hostiles, quand les moins diplômés se reconnaissent bien davantage dans ce mouvement. Ce relativement faible capital culturel, pour parler comme Pierre Bourdieu, constitue l'un de traits communs entre employés, ouvriers et indépendants. Il en existe un autre, celui d'exercer un métier pénible, caractéristique que l'on retrouve à la fois dans le monde ouvrier mais aussi chez toute une partie des employés (que l'on pense aux caissières de supermarché ou aux femmes de ménage, par exemple) et des artisans (notamment dans le bâtiment). Or d'après les données de l'enquête de l'Ifop pour la Fondation Jean-Jaurès, l'identification aux « gilets jaunes » est nettement indexée au fait d'exercer un métier pénible. Parmi les personnes qui exercent des tâches ou des gestes répétitifs, qui portent des charges lourdes, qui sont soumises à des horaires décalés ou de nuit, qui travaillent en position debout et qui sont exposées au bruit ou aux intempéries, 29% se définissent ainsi comme « gilets jaunes » contre seulement 12% parmi celles n'exerçant pas ce type de métier. On ne pourrait voir dans ces chiffres que l'expression sous une autre forme du clivage présenté précédemment entre les cadres et les professions intermédiaires (moins exposés à la pénibilité) d'une part, et les ouvriers et employés davantage concernés, d'autre part. Mais ces deux paramètres ne se superposent pas parfaitement et la pénibilité du poste occupé vient renforcer encore davantage l'identification au mouvement des « gilets jaunes » parmi les ouvriers et les employés. Au sein de ces catégories populaires, tous les métiers n'engendrent pas le même degré de pénibilité et plus les salariés y sont exposés et plus leur propension à se reconnaître dans le mouvement a été forte. La proportion de personnes se déclarant « gilets jaunes » double ainsi en passant de seulement 16% parmi les ouvriers et les employés n'ayant pas du tout le sentiment d'exercer un métier pénible à 35% parmi leurs collègues les plus exposés à différents types de nuisances et de contraintes.



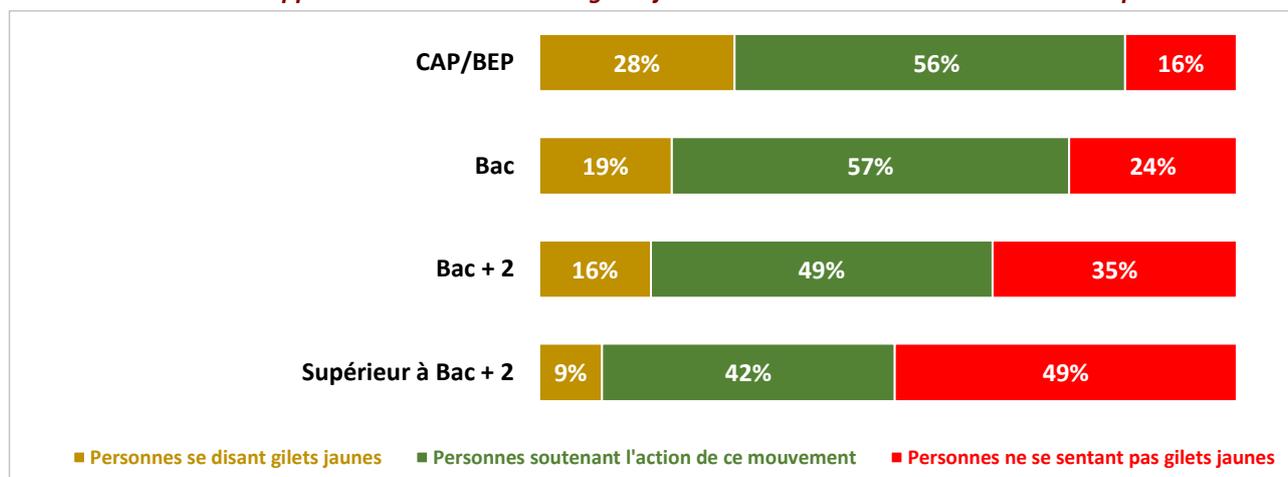
(1) Tâches ou gestes répétitifs, port de charges lourdes, position debout, horaires décalés ou de nuit, exposition au bruit ou aux intempéries.

Si, comme on l'a dit, le mouvement des « gilets jaunes » a recruté dans les milieux populaires, ce fut d'abord et préférentiellement dans leurs franges les plus « laborieuses » pour reprendre une expression employée par Emmanuel Macron<sup>4</sup>. Ces métiers durs et difficiles sont généralement occupés par des salariés peu qualifiés et peu payés. Ces postes sont essentiels au bon fonctionnement de la machine économique mais sont très peu visibles et peu valorisés. Les personnes qui les exercent sont en quelque sorte les « soutiers du système ». Déconsidérés socialement, éprouvés physiquement quotidiennement par leur travail et situés au dernier rang dans la fameuse « chaîne de valeur », ce sont d'abord ces salariés invisibles qui ont endossé leur gilet jaune pour accéder à la reconnaissance, à la dignité et revendiquer des conditions de vie plus décentes.

## 2. L'attitude à l'égard des « gilets jaunes » comme révélateur de la fracture culturelle

Parallèlement et en lien à cette surreprésentation des personnes occupant des métiers pénibles et difficiles, le mouvement a agrégé un public relativement peu diplômé. 28% des titulaires d'un CAP/BEP se sentent ainsi « gilets jaunes », cette proportion s'établissant à 19% parmi les bacheliers et à 16% au sein des Bac+2 mais chute ensuite à 9% seulement parmi les détenteurs d'un diplôme supérieur à Bac+2. Signe du très fort antagonisme socioculturel que ce mouvement a révélé, la part des personnes ne s'identifiant pas et n'ayant pas de sympathie pour les « gilets jaunes » grimpe en flèche en fonction du niveau d'études comme le montre le graphique suivant.

**Le rapport au mouvement des « gilets jaunes » est très indexé sur le niveau de diplôme**



Les artisans et les agriculteurs partagent ainsi un même univers culturel avec les employés et les ouvriers, qui comme eux ont souvent arrêté leurs études avant ou juste après le bac. Du fait de la stratification éducative à l'œuvre dans la société française, la distance culturelle entre ces populations est en revanche très importante avec d'autres groupes sociaux. L'analyse détaillée par profession nous permet ici d'affiner le diagnostic et de

<sup>4</sup> En déplacement à Bruxelles le 25 novembre 2018, le président a indiqué vouloir « apporter une réponse [...] à nos classes moyennes et nos classes laborieuses ». L'emploi de ce dernier terme apparaît justifié au regard de la sociologie des profils que nous avons identifiés comme se reconnaissant dans ce mouvement. Mais, en même temps, utiliser ce terme fait inmanquablement penser au titre du célèbre ouvrage de Louis Chevalier, *Classes laborieuses et classes dangereuses à Paris pendant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Perrin, 2002. Dans ce grand classique de la sociologie et de l'histoire française, l'auteur montrait que la dégradation des conditions de vie des milieux populaires parisiens dans la première partie du XIX<sup>e</sup> siècle constituait un terreau particulièrement propice au développement massif des conduites déviantes et criminelles dans ces milieux. Dans le contexte social et politique très tendu que traversait le pays au début du mouvement des « gilets jaunes », certains ont vu dans l'emploi de cette expression par Emmanuel Macron une illustration supplémentaire d'une forme de mépris de classes.

confirmer qu'alors que la question du pouvoir d'achat est apparue comme majeure dans les revendications, la dimension culturelle joue un rôle central et premier dans l'attitude adoptée vis-à-vis de ce mouvement. Les professeurs des écoles et les instituteurs, qui ne bénéficient pourtant que d'un niveau de salaire modeste, ne sont ainsi que 8% à se définir comme « gilets jaunes » contre 26% des artisans ou 33% des agriculteurs qui gagnent moins ou autant qu'eux mais sont nettement moins diplômés. De la même façon, les groupes très diplômés que sont les professeurs et les professions scientifiques, d'une part, et les cadres d'entreprise, d'autre part, affichent des taux d'identification au mouvement quasiment identiques et très faibles (respectivement 8% et 6% de « gilets jaunes »). Par-delà leur différence statutaire (fonctionnaires *versus* salariés du privé) et de salaire (les professeurs étant moins payés que les cadres), leur important bagage scolaire génère manifestement une homogénéité de point de vue face à cette mobilisation, perçue comme émanant principalement des milieux les plus modestes mais surtout les moins éduqués du pays. Ce mouvement a ainsi suscité des réactions de mépris culturel comme en témoignent par exemple les réactions hostiles et désobligeantes de nombreux lecteurs du *Monde*<sup>5</sup> à la suite d'un article dressant le portrait d'un couple de jeunes parents impliqués dans le mouvement des « gilets jaunes ». De la même façon, le profil des participants à la manifestation organisée par les « foulards rouges » à Paris le dimanche 27 janvier pour soutenir les institutions et dénoncer les violences et les blocages engendrés par les « gilets jaunes » illustre bien l'opposition à ce mouvement des CSP+ et des publics les plus diplômés. À la lecture des articles consacrés à cette manifestation, on croisait par exemple un ingénieur ou un kinésithérapeute<sup>6</sup> ou bien encore une sculptrice parisienne, une radiologiste et trois financiers internationaux<sup>7</sup> sans oublier pas mal de retraités aisés.

Jusqu'au début des années 1980, la société s'organisait autour d'un affrontement entre la droite et la gauche. Dans ces deux silos se côtoyaient différentes classes sociales. Chacun de ses silos (ou de ces sous-silos car le bloc de gauche par exemple était structuré autour d'un silo communiste et d'un silo socialiste) était parvenu à agréger autour d'un compromis de classes et d'une idéologie ou vision du monde communes différents fragments de groupes sociaux dans une coalition électorale et sociologique. À gauche, on trouvait des ouvriers communistes mais aussi des enseignants, des intellectuels. De la même façon qu'à droite se retrouvaient des commerçants, des bourgeois mais aussi des paysans et des ouvriers dans certaines régions. Malgré leurs différences sociologiques, ces blocs se réunissaient autour de valeurs communes partagées par les différentes strates. Le spectaculaire déclin du catholicisme et du communisme, qui ont servi de matrices unifiantes pendant des décennies, associé à la montée en puissance de l'autonomisation des individus ont eu raison de cette organisation de la société en silos. Ce schéma n'existe plus. Il n'y a plus désormais qu'une juxtaposition des couches sociales et culturelles. Du fait du dépérissement des grands courants de pensée (catholicisme, communisme, gaullisme) qui servaient de ciment et des liens entre les différents groupes sociaux qui s'y rattachaient, il n'y a plus aujourd'hui d'interconnexions entre les différentes strates. Cette évolution majeure de la structuration de notre société a été considérablement amplifiée par les effets de la démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur qui a abouti à une nouvelle stratification éducative de la société. Comme l'a bien analysé Emmanuel Todd<sup>8</sup>, nous sommes passés en quelques décennies d'une société homogène sur le plan du niveau d'éducation avec seulement une petite fraction de diplômés du supérieur et une grande masse de peu ou non diplômés à un millefeuille beaucoup plus hétérogène. C'est ce que mettent en lumière le mouvement des « gilets jaunes » et les réactions à son encontre. Le haut du millefeuille ne comprend pas, voire condamne, le mouvement alors que le bas le soutient beaucoup plus massivement.

<sup>5</sup> Voir « Pourquoi le quotidien d'un couple de "gilets jaunes" dérange une partie de nos lecteurs », *Le Monde*, 20 décembre 2018.

<sup>6</sup> Voir « Foulards rouges : pour la "police" et le "dialogue" », *Libération*, 28 janvier 2019.

<sup>7</sup> Voir « On n'est pas contre vous, on est contre la violence », *Le Monde*, 29 janvier 2019

<sup>8</sup> Emmanuel Todd, *Où en sommes-nous ? Une esquisse de l'histoire humaine*, Paris, Seuil, 2017.

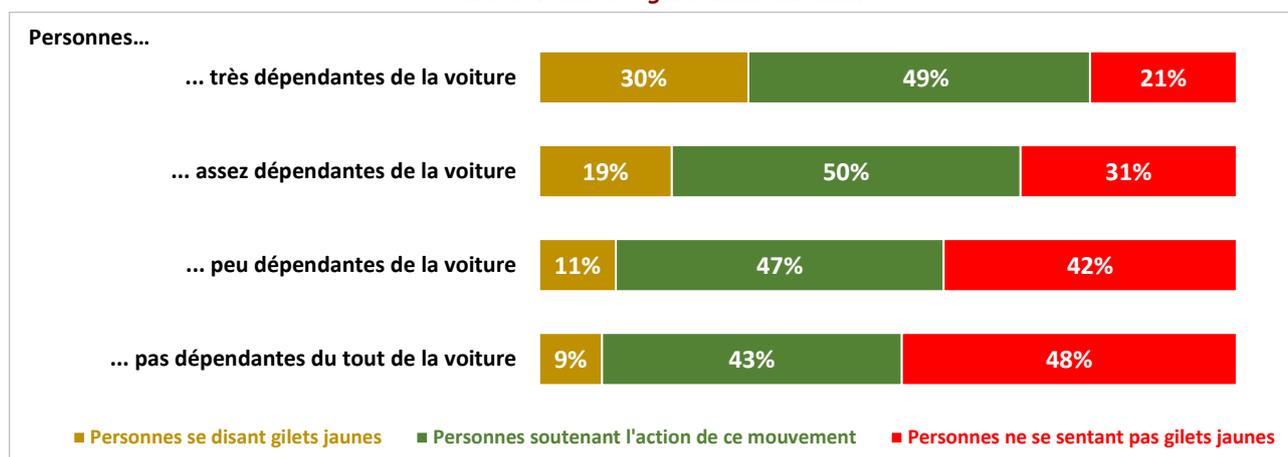
L'attitude des enseignants est de ce point de vue très révélateur. Dans le sillage des « gilets jaunes », certains d'entre eux ont lancé le mouvement des « stylos rouges » pour eux aussi revendiqué une amélioration de leur pouvoir d'achat et de meilleures conditions de travail. Ces mots d'ordre sont pleinement en phase avec ceux des « gilets jaunes ». Il y a quelques décennies, ce qu'on appelait le mouvement ouvrier aurait organisé et coordonné ces revendications dans un front commun sur la base d'une alliance de classes. Cette matrice unifiante n'existe plus<sup>9</sup> et le fossé culturel issu de la stratification éducative de la société est béant, les enseignants étant, on l'a dit, le groupe professionnel se reconnaissant le moins dans le mouvement des « gilets jaunes ».

Cette fragmentation de la société sur la base du capital culturel a été amplifiée dans la mesure où elle s'est articulée avec une fracture géographique, ou plus exactement de mode de vie. Alors que la crise des « gilets jaunes » s'installait dans la durée et que les revendications devenaient plus institutionnelles, avec en point d'orgue le référendum d'initiative citoyenne, le désormais célèbre RIC, le profil des personnes se définissant comme « gilets jaunes » deux mois après le début du mouvement demeurait toujours fortement indexé sur le degré de dépendance à la voiture. Là réside le troisième enseignement statistique sur le profil des « gilets jaunes ».

### 3. L'homme de la route *versus* l'homme de la rue

Parmi les personnes se disant très dépendantes de la voiture au quotidien, le taux d'identification atteint 30%. Il est de 19% (soit un taux quasi équivalent au taux moyen sur l'ensemble de la population) parmi celles se disant assez dépendantes mais il plonge à seulement 10% parmi les individus se déclarant peu ou pas dépendants de l'automobile au quotidien.

**Le degré de dépendance à la voiture dans sa vie quotidienne influe très significativement sur l'attitude à l'égard du mouvement**



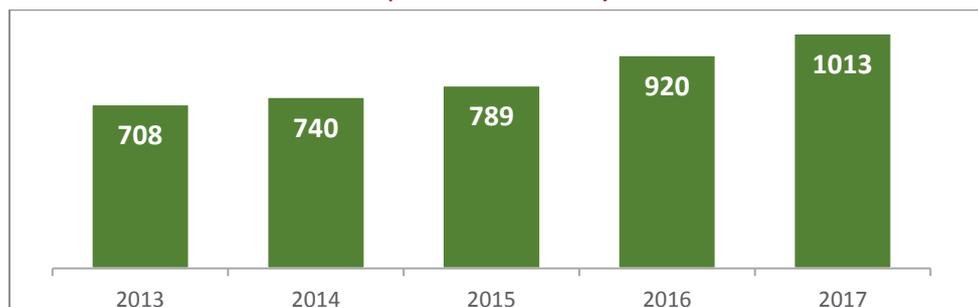
Ayant débuté par une protestation contre la hausse des taxes sur le carburant, ce mouvement demeure donc dans sa sociologie comme dans ses lieux et modes d'action très structuré autour de la question des déplacements en voiture. Les principaux points de fixation et de rassemblements quotidiens sont ainsi

<sup>9</sup> Lors de l'acte V du mouvement des « gilets jaunes », le 15 décembre 2018, ces derniers s'étaient rassemblés place de l'Opéra à Paris. Plusieurs organisations de gauche (Sud, NPA...) défilaient non loin de là, à proximité de la gare Saint-Lazare. Mais les deux cortèges ne convergeront pas, signe supplémentaire de la fragmentation de la société française et de l'impossibilité d'une « convergence de luttes ».

toujours constitués par les ronds-points. Les péages autoroutiers continuent de faire l'objet de très nombreuses actions soit de péages gratuits soit parfois de destructions plus ou moins importantes. Vinci, le principal concessionnaire autoroutier, a ainsi indiqué que plus de 250 de ses sites ont été dégradés dont 15 ont été incendiés, certains plusieurs fois. C'est le cas notamment dans le Sud de la France avec de très importants dégâts infligés aux péages de Perpignan, Narbonne, Agde, Nîmes, Orange, Bollène<sup>10</sup> ou bien encore Le Muy ou Bandol.

De la même manière, d'après différentes sources, le parc de radars automatiques, qui cristallisent encore davantage la rancœur depuis la mise en place des 80 km/h, a été particulièrement ciblé. Sur les 3 200 radars déployés sur le territoire, près de 20% avaient déjà été vandalisés au printemps et à l'été consécutivement à l'annonce puis à la mise en place des 80 km/h. Ce changement de la réglementation s'était traduit par une explosion spectaculaire du nombre de personnes flashées qui passa de 240 000 en juillet 2017 à près de 500 000 en juillet 2018, mois de l'entrée en vigueur de cette décision. Cet emballement s'inscrivait dans une tendance de déjà très nette augmentation des recettes des radars automatiques ces dernières années comme le montre le graphique ci-dessous.

**Évolution des recettes des radars automatiques  
(en millions d'euros)**



[Sources : radar.auto.com]

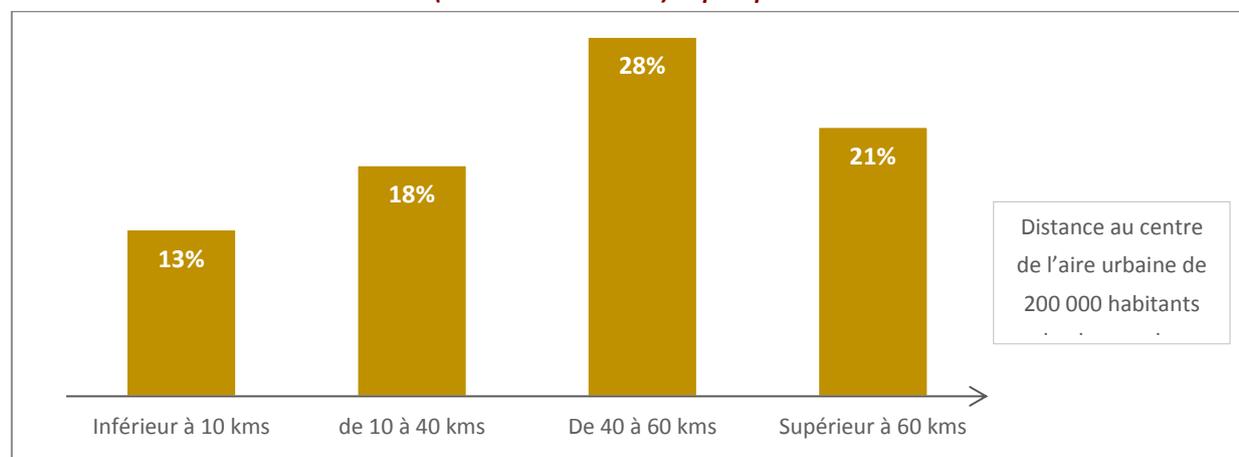
D'après l'association 40 millions d'automobilistes, près de 400 radars furent vandalisés en juillet 2018 contre à peine une centaine habituellement. Ces actes de dégradations, voire de destructions, allaient considérablement augmenter avec le déclenchement du mouvement des « gilets jaunes ». À la mi-janvier, le ministre de l'Intérieur indiquait que plus de 60% du parc de radars automatiques étaient désormais hors service. Si en zone urbaine et dans les grandes métropoles, où les « gilets jaunes » sont moins présents, et où les radars automatiques ne sont pas installés en rase campagne, ce qui rend leur dégradation plus difficile et plus risquée, ces appareils ont été relativement épargnés, dans certains départements ruraux, c'est l'intégralité des radars déployés qui ont été détruits ou sévèrement endommagés.

La cartographie des actions de blocages ou de regroupements des « gilets jaunes » est conforme à la forte dépendance à la voiture. Même si le mouvement bénéficie de soutiens divers, la France des « gilets jaunes », c'est d'abord celle de l'étalement urbain. Le taux d'identification atteint son climax dans le grand périurbain, où résident les pendulaires qui doivent faire plusieurs dizaines de kilomètres au quotidien. Les sondés résidant à moins de 10 kilomètres du centre d'une aire urbaine de 200 000 habitants ne sont que 13% à se définir comme « gilets jaunes ». Ce taux s'établit ensuite à 18% dans les communes situées entre 10 et 40 kilomètres

<sup>10</sup> Voir « Guerre d'usure entre "gilets jaunes" et forces de l'ordre sur l'autoroute A9 », *Le Parisien*, 19 décembre 2018.

puis à 28% entre 40 et 60 kilomètres avant de redescendre à 21% passé la limite des 60 kilomètres, qui correspondent à des zones très rurales avec moins d'interactions avec la grande agglomération.

**La proportion de personnes se définissant comme « gilets jaunes » selon la distance à la grande agglomération (+ 200 000 habitants) la plus proche**



L'analyse montre que cette variable géographique de la distance au cœur des aires métropolitaines vient se superposer ou plus exactement amplifier la dimension sociologiquement marquée du soutien au mouvement. Ainsi, si l'on considère non plus l'ensemble des Français mais le groupe composé par les employés, les ouvriers et les indépendants (dont on a vu qu'ils se définissaient pour 26% d'entre eux comme « gilets jaunes » sur le plan national), le taux d'identification au mouvement varie également très significativement selon les lieux de résidence. Les milieux populaires et les indépendants vivant à moins de 10 kilomètres du cœur d'une grande agglomération sont 21% à se dire « gilets jaunes ». Ce taux est un peu plus élevé dans un rayon de 10 à 40 kilomètres (26%) mais il explose littéralement pour atteindre pas moins de 39% entre 40 et 60 kilomètres. Il redescend ensuite, quoique demeurant conséquent (24 %), à plus de 60 kilomètres. Au regard de ces données, l'intuition que l'on pouvait avoir se voit confirmée. C'est parmi les actifs peu diplômés (indépendants, employés et ouvriers) résidant dans le grand périurbain que se situe l'épicentre de ce mouvement. Dans ces territoires, l'usage de la voiture est indispensable notamment pour aller travailler et le degré de dépendance à l'automobile constitue un trait fédérateur entre les différents groupes sociaux qui le peuple<sup>11</sup>. Si dans les villes, le quidam est « l'homme de la rue », dans le périurbain, le quidam est « l'homme de la route ». L'abaissement de la vitesse maximale à 80 km/h, puis la hausse des prix à la pompe et des taxes sur les carburants ont été perçus par ces « hommes<sup>12</sup> de la route » comme une remise en cause de leur mode de vie périurbain et une atteinte insupportable à leur liberté de circuler. Les professionnels de la route et de la logistique sont d'ailleurs surreprésentés dans ce mouvement. D'après les données de l'Ifop, c'est parmi les chauffeurs routiers que la proportion de personnes se disant « gilets jaunes » est la plus élevée (36%). Éric Drouet, une des principales figures du mouvement est lui-même chauffeur routier et la seule organisation

<sup>11</sup> Si, comme on l'a dit, les cadres et les professions intermédiaires constituent sur le plan national les groupes sociaux les plus distants voire les plus hostiles au mouvement, le taux d'identification aux « gilets jaunes » dans ces catégories varie également significativement en fonction du lieu de résidence et donc du degré de dépendance à la voiture et du mode de vie. Ainsi, parmi les cadres et les professions intermédiaires qui habitent à moins de 10 kilomètres du cœur d'une métropole seuls 8 % s'identifient aux « gilets jaunes » mais cette proportion double parmi ceux qui résident entre 10 kilomètres et 40 kilomètres du cœur d'une métropole (16 %), ce taux étant le même auprès de ceux qui habitent à plus de 40 kilomètres.

<sup>12</sup> Et femmes, car les femmes sont également très représentées dans ce mouvement.

syndicale qui a appelé ses membres à rejoindre le mouvement est FO Transports. Maxime Nicolle, alias Fly Rider, autre figure du mouvement, est, quant à lui, intérimaire dans le secteur du transport.

Autre indice parmi d'autres de la surreprésentation de ces professions dans le mouvement, parmi la délégation de cinq « gilets jaunes » que la secrétaire d'État, Emmanuelle Wargon, a reçu en marge du déplacement présidentiel à Grand-Bourgtheroulde le 15 janvier figurait un chauffeur routier et un cariste et la première revendication qu'ils mirent sur la table devant la représentante du gouvernement fut « Pourquoi les carburants ne sont-ils pas taxés au même niveau que les produits de première nécessité ? Ça pèse très lourd dans le budget des ménages...<sup>13</sup>

D'autres décisions des pouvoirs publics avaient par le passé mis en tension des groupes sociaux au nom de la défense de leur mode de vie ancré dans un territoire. Il en va ainsi, par exemple, de la modification des dates de chasses aux oiseaux migrateurs et aux gibiers d'eaux qui a donné naissance au mouvement CPNT (Chasse, pêche, nature et traditions). Dans certaines régions, ce type de chasse demeure très pratiqué et constitue une dimension importante de l'identité d'une partie de ces populations. Chasse, pêche, nature et traditions débuta, comme les « gilets jaunes », par des actions de terrain, parfois musclées, avant de se lancer dans l'arène électorale. Mais si, à l'instar des « gilets jaunes », il sut agréger localement différents segments de la population (agriculteurs, artisans, ouvriers et employés), la défense de la chasse constituait un ciment nettement moins fédérateur que la lutte contre le matraquage fiscal des automobilistes. L'audience de ce mouvement se cantonna à certains territoires relativement circonscrits (baie de Somme, Brière, estuaire de la Gironde, Languedoc, delta du Rhône<sup>14</sup>,...) alors que le mouvement des « gilets jaunes » a rencontré un écho dans toute la France périurbaine et une bonne partie de la France rurale. De la même manière, les parallèles entre les « bonnets rouges » et les « gilets jaunes » sont nombreux. Dénonçant l'écotaxe, qui pénaliserait économiquement une région périphérique comme la Bretagne très dépendante du transport routier, les « bonnets rouges » avaient eux aussi mobilisé sur une base régionale et identitaire différents groupes sociaux. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si ce mouvement avait repris comme hymne la chanson de Gilles Servat intitulée *La Blanche Hermine* et qui commence par la phrase suivante : « J'ai rencontré ce matin devant la haie de mon champ une troupe de marins, d'ouvriers, de paysans. » Mais cette agrégation de catégories sociales diverses, pour réelle qu'elle ait été<sup>15</sup>, ne s'est produite que dans une zone géographiquement assez circonscrite, le Centre-Bretagne, alors qu'une telle alliance de classes s'est réalisée à une échelle bien plus vaste lors du mouvement des « gilets jaunes ».

<sup>13</sup> Voir « Si on n'écoute pas ce qui se passe, on aura fait une énorme erreur », *Le Monde*, 17 janvier 2019. »

<sup>14</sup> Certains des territoires où Chasse, pêche, nature et traditions était historiquement bien implanté se sont aussi distingués par une forte mobilisation des « gilets jaunes ». Dans le nord de la Gironde, le péage de Virsac a été incendié, tout comme l'ont été d'autres péages dans la région de Sète, Narbonne ou à proximité de la Camargue. On peut faire l'hypothèse, confirmée par des observateurs de terrain, que, dans ces zones, un public sensible aux discours protestataires, adepte de répertoires d'actions musclées et qui avait soutenu Chasse, pêche, nature et traditions se soit de nouveau mobilisé à l'occasion du mouvement des « gilets jaunes ». De la même manière, certaines formes d'actions violentes (destructions ou incendies de péages ou de bâtiments publics par des commandos cagoulés) dans le Languedoc viticole ne sont pas sans rappeler les méthodes du CRAV (Comité régional d'action viticole), organisation défendant par l'action directe et la violence les intérêts de cette filière agricole. On retrouve également la marque de la frange la plus « remuante » du monde paysan dans l'incendie de la préfecture du Puy-en-Velay.

<sup>15</sup> On pouvait voir sur les barrages dressés sur les voies rapides bretonnes des agriculteurs, des ouvriers de l'agroalimentaire, des transporteurs routiers et d'autres professions s'affronter avec les forces de l'ordre.

#### 4. Quand la France des invisibles se manifeste

Caristes, aides-soignants, artisans, intérimaires, caissiers, chauffeurs routiers, ouvriers, femmes de ménage, c'est toute une population exerçant des métiers de production ou de services faiblement rémunérés qui s'est retrouvée sur les ronds-points de France. Peu valorisées, ces fonctions de logistique, de services à la personne et de production sont principalement concentrées à bonne distance des grandes métropoles. Cet éloignement géographique contribue à accroître l'invisibilité sociale, médiatique et politique de ces hommes et femmes qui, un peu partout en France, ont subitement décidé de se faire entendre et de se rappeler aux bons souvenirs du reste de la société en endossant leur « vêtement de haute visibilité<sup>16</sup>».

Les manifestations se déroulant chaque samedi à Paris et dans les grandes métropoles de province participent également de cette volonté d'acquérir une visibilité auprès de cette France d'en haut géographiquement, économiquement et culturellement de plus en plus distante. À Paris, les lieux retenus pour défilé comme les Champs-Élysées, la place de l'Étoile ou l'Opéra ne correspondent pas aux traditionnels itinéraires des défilés syndicaux<sup>17</sup>, mais sont parmi les plus touristiques et les plus emblématiques de la Ville Lumière. Le mot d'ordre de l'acte VIII, le 5 janvier, était d'ailleurs : « Investir les places symboliques », les « gilets jaunes » étant appelés à se rassembler places des Brotteaux et Bellecour à Lyon, place de la Bourse à Bordeaux, place du Capitole à Toulouse ou bien encore place Castellane à Marseille. Et c'est dans ces « lieux attribués », pour reprendre l'expression du géographe Bernard Debarbieux, symbolisant l'opulence des métropoles mondialisées que des « gilets jaunes » venant de la France périphérique défilent, voire s'affrontent, avec les forces de l'ordre depuis trois mois. À Paris, comme dans les grandes villes de province, l'essentiel des cortèges n'est en effet pas constitué par des habitants de la ville en question ou de ses banlieues proches. À Paris, ce sont principalement des provinciaux « qui montent à la capitale » comme en témoignent les nombreux drapeaux régionaux<sup>18</sup> fièrement arborés ou le profil des personnes interpellées, quasiment tous originaires de la France périphérique. Les habitants de grande banlieue venant par exemple de Seine-et-Marne (comme Éric Drouet ou Priscillia Ludosky), du sud de l'Essonne comme Christophe Dettinger, le « boxeur gilet jaune », voire de l'Oise comme Jérôme Rodrigues, figure emblématique du mouvement ayant perdu son œil suite à un tir de Flash-Ball, sont également présents.

<sup>16</sup> Appellation officielle du « gilet jaune ».

<sup>17</sup> Dans la capitale, les syndicats et les organisations de gauche défilent généralement entre Bastille, République et Nation. Le choix des « gilets jaunes » pour leurs points de rassemblement et de manifestations indique qu'ils ne s'inscrivent pas dans cette culture et cette histoire. Si l'on devait identifier une filiation, les lieux retenus renvoient plutôt à une matrice de droite. Les Champs-Élysées et l'Arc de triomphe rappellent la manifestation gaulliste du 30 mai 1968. La place de l'Opéra choisie pour l'acte V est, quant à elle, le lieu où le Front national rassemble ses militants à l'occasion du 1<sup>er</sup> Mai. La volonté de se rendre à l'Assemblée nationale lors de l'acte VIII, le 5 janvier dernier, volonté qui s'est heurtée à des cordons de forces de l'ordre sur des ponts de Paris n'est pas sans rappeler, toute chose étant égale par ailleurs, l'épisode du 6 février 1934 quand des membres des ligues d'extrême droite avaient affronté sur le pont de la Concorde les gardes mobiles défendant la Chambre des députés. Enfin, quand lors de la première journée de manifestation, le 17 novembre, des « gilets jaunes », qui se trouvaient sur les Champs-Élysées, ont tenté de rentrer ou de s'approcher du palais présidentiel, ceci résonne avec un autre épisode de l'histoire de la droite nationaliste. Le 27 janvier 1889, les partisans du général Boulanger qui s'étaient massés par milliers place de la Madeleine pour fêter sa victoire dans une élection législative partielle l'enjoignirent de « marcher sur l'Élysée », ce qu'il refusa. D'autres similitudes existent d'ailleurs entre le mouvement des « gilets jaunes » et l'épisode boulangiste. Le slogan des boulangistes « dissolution [de la Chambre des députés], révision, constituante » n'est en effet pas sans rappeler les appels à la démission d'Emmanuel Macron, à la dissolution de l'Assemblée, à de nouvelles élections et à un changement des institutions, régulièrement proférés par certains « gilets jaunes ». De la même manière, ce mouvement voit cohabiter des sympathisants du Rassemblement national et de La France Insoumise, les rangs boulangistes étaient constitués quant à eux de membres de la Ligue des patriotes de Déroulède et de bonapartistes mais aussi d'anciens communards et de blanquistes autour d'Henri Rochefort. (Voir notamment à ce sujet : Zeev Sternhell, *La Droite révolutionnaire (1885-1914). Les origines françaises du fascisme*, Paris, Seuil, coll. « L'univers historique », 1978.)

<sup>18</sup> Breton, corse mais également, moins habituel dans des rassemblements, catalan, bourguignon ou bien encore flamand.

Tout se passe comme si toute une partie de la France décrite par Nicolas Mathieu dans son ouvrage *Leurs enfants après eux*<sup>19</sup>, avaient décidé, après des années de résignation et d'humiliation ressentie, de donner de la voix. En investissant les beaux quartiers des métropoles, c'est cette demande de considération et cette colère trop lentement rentrée qui s'expriment désormais depuis trois mois comme le formule Jean-Pierre, venu de Pithiviers (Loiret, 100 kilomètres de Paris) interviewé par *Le Monde*<sup>20</sup> : « Ils [les habitants de ces quartiers condamnant la violence et la casse] nous demandent de se mettre à leur place, mais eux sont incapables de se mettre à la nôtre. Crever en silence, c'est fini. » On mesure à ces mots l'écart béant existant aujourd'hui entre le haut et le bas du millefeuille français. Pas sûr dans ces conditions que le grand débat national ne parvienne à résorber les fractures.

**Jérôme Fourquet** – Directeur du Département Opinion et Stratégie d'Entreprise de l'Ifop

**Retrouvez toutes les analyses Ifop Focus sur [www.ifop.com](http://www.ifop.com)**

\*\*\*

Ces analyses sont publiées par le Département Opinion et Stratégies d'Entreprises de l'Ifop.

Pour tout renseignement complémentaire, merci de contacter :

**Jérôme Fourquet** – Directeur du Département Opinion et Stratégies d'Entreprises

[jerome.fourquet@ifop.com](mailto:jerome.fourquet@ifop.com)

<sup>19</sup> Nicolas Mathieu, *Leurs enfants après eux*, Arles, Actes Sud, 2018 et Goncourt 2018

<sup>20</sup> Dans « "Nous, on veut être acteurs de nos vies" : à Paris, les « gilets jaunes » de retour dans la rue », *Le Monde*, 6 janvier 2019.